



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Invitation Officielle

A l'initiative de Laurence Cohen Sénatrice du Val-de-Marne

Avec La participation de Joël Labbé – sénateur EELV du Morbihan
Jean Lassalle – député non-inscrit des Pyrénées Atlantiques

En partenariat avec
France Amérique Latine
Comité de Solidarité avec Cajamarca
Colectivo de Peruanos en Francia
Association des Populations des Montagnes du Monde

Colloque :

;"Conga no va" ! : Droits environnementaux et humains
au Pérou : Quelles perspectives ? Quelles solidarités ?"

Vendredi 22 Mai
9h – 18h
Salle Monnerville
Sénat
15, rue de Vaugirard,
75 006 Paris

Pour se rendre au colloque :
En raison du renforcement du plan Vigipirate **merci de vous munir d'une pièce
d'identité** valide pour pénétrer dans l'enceinte du sénat.

Pour assister au colloque, l'inscription nominative est obligatoire .
A envoyer vos noms, prénoms, association/organisme en précisant
si vous êtes présent le matin/l'après midi/toute la journée
à Matthieu Bauhain, Assistant parlementaire de Laurence à :
matthieu.bauhain@hotmail.fr
copie comitesolidaritecajamarca@gmail.com

ou à l'adresse suivante :
Mme Laurence Cohen
Sénatrice du Val-de-Marne
15 rue de Vaugirard 75 291 Paris Cedex 06
- Inscriptions à envoyer avant le 19 mai 2015 - sous réserve de places disponibles -

Avec le soutien de Madame Jacqueline FRAYSSE députée des Hauts de Seine
AYNI France – Collectif National des Racines et des Hommes – Casa Santa Fé – MRAP –
Réseau latino-américain

9h-9h30

Inauguration

Discours d'Accueil par **Laurence COHEN**

9h30-11h

Les multinationales : prédatrices des droits humains et environnementaux

Modérateur **Braulio MORO** (journaliste à RFI)

Jorge RIMARACHIN CABRERA* (député de Cajamarca au Congrès Péruvien)

Ydelso HERNANDEZ (Président de la Centrale Nationale des Rondes Paysannes - Pérou)

Maxime COMBES (économiste – membre d'ATTAC-France, AITEC, BASTA)

Un représentant de la confédération paysanne

11h-12h30

Les violences engendrées au quotidien sur les populations

Modératrice **Catherine CEIBE** (journaliste à l'Humanité)

Chaska PACHA WALA (Communauté d'altitude de Espinar)

Joël LABBE (sénateur)

Nicolas SERSIRON (CADTM)

Marco Zeisser*, Représentant de l'Association CooperAccion

12h30-14h : Repas

14h-15h30

Du respect des conventions internationales aux droits des peuples

Modératrice **Marie MAZALTO** (Dr en Sociologie, consultante secteur minier)

Rosa Sara HUAMAN RINZA (Elue de la communauté Quechua de Kanaris)

Rocio SILVA SANTISTEBAN* (Coordinatrice Nationale des Droits de l'Homme au Pérou)

Raquel IRIGOYEN FAJARDO (Institut International des Droits et de la Société)

Un représentant de la coordination Eau Ile de France

15h30-17h

Droits environnementaux et humains: construisons une solidarité internationale

Des représentant-es de chaque table ronde ainsi que des élu-e-s, des organisations de solidarité participeront à ce thème.

17h-17h30

Lancement d'un appel de soutien.

* A confirmer.

Programme détaillé

Table Ronde 1 : Les multinationales : prédatrices des droits humains et environnementaux

La situation dans la région de Cajamarca, comme dans d'autres régions au Pérou et en Amérique Latine et caraïbe, mettent en évidence l'ampleur de l'impact des politiques économiques des multinationales sur les droits fondamentaux des peuples.

A la veille de la réalisation de la COP21 à Paris, nous nous interrogerons sur les incohérences entre les politiques de lutte contre les dérèglements climatiques et les politiques économiques de libre échange et d'extractivisme qui permettent aux multinationales d'imposer leurs lois au mépris des droits humains.

Nous mettrons en lumière l'impact de la politique des multinationales sur la vie locale, l'écosystème, les structures sociales et l'organisation territoriale, la vie et l'avenir des populations directement concernées.

Ce temps du débat permettra de proposer des perspectives pour s'opposer à une telle situation en France, au Pérou, en Amérique Latine et caraïbe comme en Europe.

Table Ronde 2 : Les violences engendrées au quotidien sur les populations

L'histoire de l'Amérique latine est dès la Conquête, celle de l'extractivisme marquée par les violences sur les populations indigènes engendrées par le pouvoir militaire, religieux, économique et politique. L'exploitation minière à grande échelle, illustrée à l'heure de la mondialisation par les mégaprojets comme Conga, mené par Yanacocha est une constante.

Dans la cordillère des Andes du Pérou, lieu de vie de la majorité des indigènes et paysans du pays, plus de 50% des terres de leur territoire est sous emprise de concessions minières. La déforestation, les destructions environnementales et la contamination des cours d'eau qui résultent de ces mégaprojets miniers, pétroliers et d'agro-business, rendent impossible toute continuité des modes de vie indigènes et de l'agriculture familiale. Le changement climatique qui avec la disparition rapide des glaciers réduit les ressources en eau accroît la vulnérabilité des populations. Le retour des politiques néolibérales de libre-échange qui favorisent l'entrée des excédents agricoles des grandes puissances du Nord, contribue à détruire les agricultures locales et ébranlent la souveraineté alimentaire des pays.

Les communautés indigènes, paysannes et amérindiennes qui avaient accédé à la terre, passent d'une pauvreté relative, mais qui garantissait leur survie, à la migration dans les périphéries des villes et mégalopoles

Table Ronde 3 : Du respect des conventions internationales aux droits des peuples

Le droit des peuples et les droits humains font normalement l'objet de toute une série de conventions internationales et de résolutions des Nations Unies, la plupart de ces conventions sont également reprises dans les différentes constitutions (et en particulier celles de la plupart des pays d'Amérique Latine.† De ces nombreuses conventions et résolutions qui sont le résultat de dures luttes sociales menées durant des décennies, nous citerons en particulier la déclaration 61/295 du 13 septembre 2007 des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et la résolution 64/292 du 28 juillet 2010 qui reconnaît le droit à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit humain fondamental. Pourtant, ces droits humains fondamentaux sont régulièrement bafoués, notamment là où de puissants intérêts économiques et en particulier les intérêts des grandes multinationales rentrent en conflit direct avec ce droit des peuples. Le pouvoir économique et le pouvoir politique qui lui est souvent soumis, utilisent tout un ensemble de stratagèmes (incluant le mensonge, la désinformation, la manipulation, la corruption, le fait accompli ou la force) pour faire abstraction et contourner ce droit des peuples.

Table Ronde 4 : Droits environnementaux, politiques et humains: construisons une solidarité internationale

Comme nous l'avons vu dans les 3 premières tables rondes, les droits environnementaux humains et politiques sont assujettis aux droits du pouvoir économique et financier. Les grands projets extractivistes, les grands projets de barrage et la déforestation massive pour les grandes monocultures représentent une catastrophe environnementale irréversible, condamnant la majorité des habitant-es de ces régions, leurs terres, à la misère et à la dépendance. Les luttes contre ces grands projets, généralement imposés par la force, ont engendré des mouvements de résistance que les gouvernements essayent d'abord de minimiser, puis de diaboliser et enfin de criminaliser et de réprimer, comme les cinq martyrs de l'eau. Des hommes et femmes politiques sont inquiétés et poursuivis, des élu-es sont incarcérés comme le Président de la région de Cajamarca, Gregorio Santos, mettant à mal la vie politique et démocratique du pays.

Face à cela, des oppositions à des projets locaux comme Conga (Cajamarca), Tia Maria (Arequipa), Tintaya (Cusco) commencent maintenant à s'articuler. Leur lutte est aussi la nôtre, nous devons la relayer, et cela ne se limite pas au Pérou, ni même à l'Amérique Latine, ces projets arrivent en Europe, comme ce fut le cas en Roumanie avec Rosia Montana, ou comme c'est le cas avec les grands traités de libre commerce. Face au pouvoir des multinationales et du système financier, une lutte ne peut être considérée comme locale, elle est l'affaire de tous. A l'aube de la COP21, nous voulons lancer un appel de la solidarité à Paris, en se rappelant ce proverbe quechua : « *Nous sommes sur une terre prêtée seulement par nos enfants.* »